



HAL
open science

LA MISSION OASIS 2000 : CHOC DES CULTURES, CONTRADICTION DISCIPLINAIRE OU CONFLIT DE RATIONALITES ?

Sophie Caratini

► **To cite this version:**

Sophie Caratini. LA MISSION OASIS 2000 : CHOC DES CULTURES, CONTRADICTION DISCIPLINAIRE OU CONFLIT DE RATIONALITES?. Quebec Province (Canada). Ministère de l'éducation [114], Commission canadienne pour l'UNESCO [3012], Institut de l'UNESCO pour l'éducation. EDUCATION ECOLOGIQUE DANS LA VIE QUOTIDIENNE, , pp.306-324, 2000, Education écologique dans la vie quotidienne: ALPHA 2000, 978-92-820-2080-7, 92-820-2080-0, 2-550-35338-2. hal-04251513

HAL Id: hal-04251513

<https://hal.science/hal-04251513>

Submitted on 20 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

"LA MISSION OASIS 2000 : CHOC DES CULTURES, CONTRADICTION DISCIPLINAIRE OU CONFLIT DE RATIONALITES?" IN : J.P. HAUTECOEUR DIR. *EDUCATION ECOLOGIQUE DANS LA VIE QUOTIDIENNE. ALPHA 2000*, UNESCO, QUEBEC, PP.306-324.

LA MISSION OASIS 2000 : CHOC DES CULTURES, CONTRADICTION DISCIPLINAIRE OU CONFLIT DE RATIONALITES?

Sophie Caratini, CNRS-URBAMA
Tours, FRANCE

*"Le but de toute transformation
sociale est le bonheur des individus
et non la réalisation de lois
économiques inéluctables"*

R. Queneau

En mars 1993, se déroulait, dans les oasis du Touat, en Algérie, une mission d'étude financée par la Coopération technique algéro-française ⁽¹⁾, chargée de concevoir, pour la wilaya d'Adrar, un schéma d'aménagement agricole susceptible de servir de modèle de développement à l'ensemble des régions oasiennes du Sahara algérien. Le projet global, intitulé "Oasis 2000", devait être réalisé dans une collaboration entre le CDARS (Commissariat au développement de l'Agriculture des Régions Sahariennes) et EDER, une association angevine pour la recherche sur l'environnement et le développement rural. Le coordinateur du projet, agronome français, enseignant-chercheur à l'université d'Angers, familier des oasis algériennes où il avait mené pendant une dizaine d'années des recherches agronomiques, avait souhaité constituer une équipe pluridisciplinaire en associant un économiste, un géographe, une ethnologue et une ethnolinguiste au groupe d'experts français (un agronome, un géologue, un hydrologue, un pédologue) et algériens (un hydrogéologue, des agronomes).

Les "mots d'ordre" de ce projet ressemblaient pour une part à ceux que prônent ALPHA 99, puisqu'il était question de développement "global", "intégré", "durable",

¹ - Ministères français des Affaires étrangères - Ministère algérien de l'Agriculture.

qu'on se proposait de concevoir un "modèle" qui devait s'élaborer dans l'"interdisciplinarité", et si l'on n'y parlait pas encore de "citoyenneté", l'idée était déjà là. Les partenaires se montraient en effet fort "soucieux" d'associer les populations "locales" au projet, tant au niveau de la conception que de la réalisation, et d'inclure parmi les objectifs du schéma de développement la préservation du patrimoine écologique et culturel. Tout le monde s'accordait à reconnaître aux oasis algériennes une grande valeur historique et symbolique qu'il serait préjudiciable de négliger, tant pour les potentialités de développement touristique que ces sites pourraient présenter, que pour des raisons politiques de contrôle étatique. De fait le gouvernement algérien de l'époque cherchait à maintenir de bonnes relations avec les populations du Sud paupérisées par les effets de la poussée démographique dans un contexte d'enclavement, et par la croissance urbaine, l'exode rural, la réforme agraire, la disparition du métayage et le développement du salariat, l'impact de l'économie pétrolière sur l'ensemble du Sahara, le déclin de l'écosystème oasien etc. Dans l'objectif annoncé de l'autosuffisance alimentaire, l'Etat envisageait de généraliser un système de forages en profondeur (120m à 150m) et de fort débit (30 à 40 m³/s), puisant directement dans la nappe fossile qui alimente les foggaras, système d'irrigation traditionnel ⁽²⁾, et de multiplier l'arrosage par pivots de vastes parcelles de désert, appelées "périmètres de mise en valeur" de 30ha à 250 ha. Il s'agissait donc - et il s'agit toujours semble-t-il - de promouvoir dans les

² - Système d'irrigation très ancien qui draine l'eau de la nappe fossile sise sous le plateau albien (le Tadmait) en une multitude de canalisations souterraines qui vont chercher l'eau à fleur de nappe et débouchent au flanc de la dépression qui borde le plateau où s'étirent actuellement, tout au long de la vallée de l'oued Messaoud, prolongement de la Saoura, 250 ksours. Les foggaras, d'une longueur de 3 à 5 km et d'une profondeur en général inférieure à 15 m représentent 1470 Km de galeries souterraines et appartiennent chacune à plusieurs propriétaires qui se répartissent les eaux (chiffres du rapport de G.Moguedet). En 1963 il était dénombré 531 foggaras dans le Touat, dont 358 en activité). 150 km de palmeraies sont ainsi irrigués (700000 à 800000 palmiers d'après Dubost 1998, dont les 2/3 étaient encore productifs e, 1993 malgré la progression de l'épidémie du bayoud, maladie qui a d'ores et déjà détruit la plus grande partie des palmeraies marocaines, et qui se propage actuellement vers l'Algérie, la Tunisie, et même la Mauritanie).

régions sahariennes une céréaliculture à la "saoudienne" ⁽³⁾, au risque, aux dires des experts, de provoquer un abaissement du niveau de la nappe albiennne, ce qui aurait pour conséquence d'assécher les foggaras et de détruire à terme les palmeraies existantes ⁽⁴⁾.

Anthropologue de formation, spécialiste des populations nomades du Nord-Ouest saharien, j'avais déjà séjourné dans les Oasis du Touat en 1989 avec Sylvie Dumoulin, l'ethnolinguiste de la mission ⁽⁵⁾. Les voyages précédents nous ayant permis de nouer des contacts personnels, il nous a été possible, au bout de quelques jours, de nous séparer du reste de l'équipe (masculine, notons-le), pour mener, en milieu oasien, une pré-enquête ethnologique. Ainsi sommes-nous entrées de manière plus individuelle et donc plus facilement "privée" dans le monde agricole masculin et féminin (la partition entre les hommes et les femmes est très stricte dans la société oasienne). Très vite, nous avons été investies d'un rôle de vecteur de communication, du fait de notre statut décalé par rapport au reste de l'équipe. Décalé de par notre connaissance, certes toute relative, de la langue et de la culture saharienne, décalé parce que nos centres d'intérêts n'étaient pas techniques mais culturels et sociaux, décalé enfin parce que nous étions des femmes, et des femmes étrangères de surcroît.

Tout au long de la mission, et chaque fois que nous avons essayé de faire entendre aux uns ce que signifiaient les autres, nous nous sommes heurtées à la présence d'un hiatus quasi-infranchissable qui rendaient incompatibles les discours émis par les différents interlocuteurs français et algériens, discours qui relevaient plus d'une différence de rationalité que d'intentions divergentes. Quelques discussions un peu vives avec le coordinateur du projet furent les signes précurseurs d'un désaccord qui allait, au

³ - 25.000 ha en 2005 était le but fixé pour la wilaya d'Adrar, dont les prévisions démographiques des rapports de 1993 donnent le chiffre de 400000 habitants pour l'an 2000 (175000 habitants en 1998, d'après D.Dubost).

⁴ - Déjà de nombreuses foggaras dépérissent, soit pour des raisons d'entretien, soit bien sûr du fait de la proximité des grands forages, en particulier en périphérie des plus gros ksours devenus de véritables villes.

⁵ - A l'occasion de la préparation de l'exposition *Touat, cité des oasis*, coproduite par l'Institut du Monde Arabe et l'association TAZULT, présentée à Paris à l'IMA en 1990 et à l'Arche de la Défense en 1992.

moment du rapport final, prendre la forme d'un conflit ouvert, révélateur des écueils que rencontrent les projets de développement, non seulement quand ils sont issus d'une culture étrangère, mais aussi lorsqu'ils sont le fait d'un pouvoir exogène à la région concernée. Nous avons ici les deux cas de figure mêlés, ce qui donne à l'histoire de la mission "OASIS 2000" un caractère exemplaire, me semble-t-il, qui, au-delà de l'anecdote, pourrait éclairer la réflexion initiée par ALPHA 99.

Je me propose ici de restituer quelques éléments significatifs du rapport rédigé en collaboration avec Sylvie Dumoulin. Il est à noter qu'au moment du "clash" final le coordinateur du projet a demandé aux auteurs de censurer elles-mêmes les éléments "gênants", à savoir la partie I (*Conditions d'enquête et méthodologie*) se rapportant aux stratégies relationnelles des experts. En même temps, et malgré le souhait des ethnologues de préserver au moins un équilibre, il refusait d'enlever de la partie V (*Le secret des armes et l'arme du secret*) les passages évoquant cette fois les stratégies relationnelles des populations du Touat. Cette volonté de censure d'une part et d'interdiction de censure d'autre part révèle de manière particulièrement explicite que si les experts en développement sont parfois capables de prendre en compte, au niveau des intentions, le regard de l'anthropologue sur l'Autre, il leur est beaucoup plus difficile d'accepter l'idée d'être, pour ce même anthropologue, un "Autre" comme les autres, soit un objet d'étude au même titre que les populations du lieu. L'émotion générale provoquée par ce rapport montre enfin que cette difficulté n'est pas seulement d'ordre intellectuel, mais qu'elle touche à l'identité même de la personne. Pourtant, n'est-il pas essentiel d'inscrire dans la recherche-action l'analyse permanente de la nature des relations que les différents partenaires sont amenés à nouer dans une entreprise qui se veut et se dit "commune"?

"I - CONDITIONS D'ENQUETE ET METHODOLOGIE (6)

⁶ - Extraits du Rapport OASIS 2000, Section sociologie, S. Caratini - S. Dumoulin : partie censurée par le chef de projet.

Tout au long des dix premiers jours de la mission, les ethnologues ont accompagné l'ensemble de l'équipe visiter les principaux sites agricoles et rencontrer les personnalités officielles (...). Ce premier aperçu des gens et des lieux s'est révélé riche d'enseignements tant sur l'agriculture proprement dite que sur l'ensemble des problèmes techniques qui s'y rapportent : sites et situations des emplacements choisis, types de sols et de cultures, types de forages et d'irrigation, problèmes de drainage, d'évaporation, de salinité, de pentes... sont autant de données élémentaires pour l'agronome ou le géographe que les ethnologues ont pu appréhender par l'observation directe, abondamment commentée par les meilleurs spécialistes.

Parallèlement, cette tournée massive a permis de percevoir les décalages de regard et de langage des différents partenaires engagés dans cette opération de développement.

Une première classification a permis de reconnaître en première analyse :

. Au sein de l'équipe française :

- Le discours scientiste ou technocratique : "Il n'y qu'à..."
- Le discours paternaliste : "On va les aider..."
- Le discours culturaliste : "Les autochtones..."
- Le discours démagogique : "Nos amis algériens..."
- Le discours nostalgique ou passéiste : "Du temps des Chorfa (7)..." ou "du temps de la France..."

Dans l'équipe française, le clivage principal a rapidement révélé une divergence de vues quant à la dialectique tradition/modernité, les sciences exactes optant pour la rupture, les sciences humaines pour la continuité.

. Au sein de l'équipe algérienne

- Le discours scientiste ou technocratique : "Il n'y a qu'à..."
- Le discours paternaliste : "On va les aider..."
- Le discours culturaliste : "Les autochtones..."
- Le discours démagogique : "Nos populations du Sud..."

⁷ - Le chérif (pl. Chorfa) est au Maghreb le noble par excellence, puisqu'il appartient à la lignée du Prophète Mohammed.

Dans l'équipe algérienne, le clivage principal a porté sur une divergence de points de vue agro-agronomique à propos des surfaces à mettre en oeuvre ou des types de culture à développer. Entre les deux équipes, il n'y a donc pas eu de difficulté majeure de communication :

- Le discours scientifique, qui admet implicitement la supériorité de l'Occident en la matière - donc des scientifiques français - avait défini les hiérarchies *a-priori*.
- Le discours paternaliste a engendré une autre hiérarchie que les Algériens ont fait mine d'assimiler au discours scientifique et qu'ils ont projeté sur les populations locales.
- Le discours culturaliste a réuni tout le monde, à l'exclusion des représentants français des sciences humaines. Sur ce point, il convient de regretter que l'équipe algérienne n'ait pas comporté de géographe ni d'ethnologue (ou sociologue), ce qui aurait permis d'éviter que le clivage sciences humaines/sciences exactes ne se confonde avec le clivage plus feutré Français/Algériens.
- Le discours démagogique a vite montré ses fondements contradictoires. L'équipe française n'ignorait pas que l'enjeu de la participation française était d'abord politique. Elle a découvert qu'il en était de même pour l'Etat algérien pour lequel le développement potentiel de l'agriculture saharienne s'inscrit en contrepartie de l'exploitation des ressources pétrolières et dans une tentative de renforcer le contrôle des populations du Sud. L'enjeu économique proprement dit n'intervient que pour une faible part dans les objectifs - même s'il est mis en avant dans les discours - et l'on sait très bien que la diminution éventuelle des achats de blé sur le marché international (diminution qui, dans les prévisions les plus optimistes et compte tenu de la croissance démographique actuelle, ne dépasserait pas 5%) accentuera la dépendance technologique et financière des agriculteurs sahariens (intervention d'experts étrangers, achats de matériel agricole et hydraulique, de semences, d'engrais chimiques etc...).

Dès cette première partie de la mission, l'équipe française s'est rendue compte que les principaux choix étaient d'ores et déjà faits, et elle a découvert que d'autres missions d'experts avaient été parallèlement sollicitées sur les mêmes points. Chacun s'est donc interrogé sur le sens de sa présence et de son travail. Du côté des sciences humaines, ces

questions ont pris un relief tout particulier lorsque le chef de l'équipe algérienne a défini l'enquête "sociologique" (8) comme un outil de propagande, expliquant à plusieurs reprises (en réunion, aux personnalités officielles) que les sociologues françaises étaient là pour expliquer aux populations agricoles le bien-fondé des orientations gouvernementales de la politique de développement.

La seconde partie de la mission a vu l'équipe se scinder en disciplines. Les ethnologues ont pu passer quelques jours à Aoulef, prenant contact avec des familles de Timokten et d'Aoulef pour l'essentiel, puis à Zaouiet Kunta et enfin dans la région d'Aougrout. Les populations des trois régions où il a été prévu d'implanter des sites de développement de la grande agriculture céréalière ont pu ainsi être rencontrées. Des entretiens ont été menés avec la plupart des catégories d'agriculteurs, du grand propriétaire traditionnel au paysan sans terre.

Parallèlement diverses personnalités de la ville d'Adrar ont été sollicitées à plusieurs reprises (...). Des entretiens ont également eu lieu avec des femmes, et il a été possible d'assister à plusieurs cérémonies à caractère social ou religieux (mariage, *ziara*⁹).

II MORPHOLOGIE DE LA POPULATION AGRICOLE (10)

III ETAT DES LIEUX (11)

⁸ - L'Ethnologie, en Algérie plus qu'ailleurs, est une discipline associée à l'époque coloniale, et considérée comme la forme masquée d'une pratique de "renseignements" dont les objectifs scientifiques ne sont qu'un prétexte, aussi le coordinateur algérien préférerait-il parler de "sociologie" et des "sociologues".

⁹ - La *ziara* est un pèlerinage effectué sur le tombeau d'un saint. Les ksours du Touat sont célèbres dans toute l'Algérie et même au-delà (Mali, Mauritanie, Maroc, Tunisie et même Libye) pour le nombre et l'importance de leurs saints locaux dont les tombeaux sont assidûment fréquentés. En particulier la période des récoltes est un moment d'intenses festivités dans les oasis qui sont soudainement assaillies de visiteurs venus, pour certains, des grandes villes du littoral méditerranéen.

¹⁰ - Cette partie du rapport s'est efforcé d'établir un cadre classificatoire pour appréhender l'ensemble de la population agricole distinguant une aristocratie foncière (eau et/ou terre), une paysannerie de petits propriétaires (eau et/ou terre), une masse de petit paysans sans eau ni terres, et un nombre important de jeunes chômeurs originaires du milieu agricole pauvre.

¹¹ - Dans cette partie du rapport il s'est agi, à partir des classifications précédentes, de faire l'état des lieux des premières tentatives de développement en regard de leurs

[...]

1 - Le jardin dans l'oasis

Tout au long de la mission, nous avons entendu les agronomes français et algériens condamner le jardin de l'oasis pour de multiples raisons au sein desquelles revenait, comme un *leitmotiv*, la conviction que ce jardin n'était pas "rentable". Sans doute ce critère de rentabilité, pour un ingénieur, repose-t-il sur des chiffres liés au rapport surface/travail/production, et l'on ne saurait en contester l'importance.

Mais peut-on réduire le rapport que l'homme entretient avec son terroir à ce seul critère de rentabilité chiffrée? Peut-on faire entrer dans les chiffres un autre type de "rentabilité"? Celui que nous pourrions appeler le capital symbolique en ce qu'il soude l'homme à ces ancêtres. Dans un pays où l'identité de chacun repose sur la lignée dont il est issu, n'est-il pas essentiel de pouvoir montrer à tous, même avec des jardins peu "rentables", que l'on appartient à telle ou telle lignée prestigieuse? L'oublier serait ignorer à quel point ce capital symbolique est "rentable", en ce sens qu'il crée le signe tangible autour duquel se développe le réseau de parents, disséminés dans toutes les branches de l'économie et dont l'appui financier complète ce que le jardinier produit.

[...]

Nous ne pensons pas, comme le responsable du projet, qu'il faille se résigner à laisser mourir la vieille palmeraie, et "qu'il n'y a qu'à" en créer une autre, plus à l'est et déplacer l'habitat. Il ne suffit pas de "construire une mosquée un peu plus haut" pour que le tour soit joué, surtout dans une région où la mosquée n'est pas considérée comme le seul lieu du sacré. Notre opinion en la matière n'est pas personnelle, elle est issue de la prise en compte d'une volonté générale, rencontrée aussi bien au niveau des recommandations de l'Etat algérien dans le projet Oasis 2000 qu'au niveau des habitants de la Wilaya d'Adrar, tous milieux confondus. *Si ces gens tiennent à garder leur palmeraie, le projet de développement doit respecter ce vœu, seule manière d'obtenir l'adhésion de la population locale à l'ensemble du projet.* Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

conséquences sociologiques. On a distingué trois types de situations : le jardin de l'oasis traditionnelle, le petit périmètre et le grand périmètre.

n'est pas seulement politique, il inclut le droit à la différence, c'est à dire, ici, le droit de se référer à un autre type de rationalité.

[...]

IV LA DYNAMIQUE SOCIALE ⁽¹²⁾

V LE SECRET DES ARMES ET L'ARME DU SECRET

Pour l'individu comme pour le groupe, l'Etat apparaît comme une structure exogène rivale qui tend à se substituer à la structure familiale, voire à la casser. Pour l'Etat, la structure familiale, si elle est forte et rassemble des individus nombreux, est susceptible de constituer un contre-pouvoir, une "force réactionnaire". Entre les deux se déroule donc une lutte acharnée fondée sur la négociation, la ruse, la guerre idéologique. Chaque point de rencontre entre la structure étatique et la structure familiale en est le champ de bataille. Selon les lieux et les époques, l'Etat s'appuie sur les notables locaux ou s'y oppose avec fermeté. Selon les lieux et les époques, les notables locaux ont les moyens d'investir les rouages du pouvoir de l'Etat ou se regroupent en secret pour réunir leurs forces. De part et d'autre, on met en place des stratégies. On profite des faiblesses de la structure rivale. Ainsi a-t-on résisté, dans la Wilaya d'Adrar, à la réforme agraire pour en limiter les effets. Ainsi, aujourd'hui, cherche-t-on à obtenir de l'Etat les subventions les plus nombreuses. Pour ce faire, on adhère massivement à l'idée de développement agricole proposé, tout en prenant ses précautions pour contrôler les attributions de terre, participer au choix des zones sélectionnées, obtenir rapidement des lignes électrifiées selon des itinéraires calculés en fonction de l'idée qu'on se fait de l'impact possible des forages sur les foggaras etc.

Mais les stratégies ne sont possibles que si leur secret est bien gardé. La force des réseaux repose sur leur opacité et sur un mécanisme permanent de rétention des

¹² - On s'est attachées ici à montrer les particularités du dynamisme social avec ses permanences et ses innovations spécifiques, remarquant l'importance des mille et une combinaisons des liens du sang et des liens de l'argent ainsi que leur rôle dans la détermination des conditions de la reproduction sociale.

informations qu'on pourrait dire culturel : toute l'histoire de cette région n'est qu'une suite de luttes. Lutttes intestines tout d'abord, puis démêlés avec les contrôleurs fiscaux du sultan du Maroc ⁽¹³⁾. Opposition ensuite au pouvoir colonial, et, après une période de tractations avec la révolution algérienne (à laquelle les notables ont participé financièrement tout en ménageant leurs relations avec l'occupant français), soumission (dans la résistance passive) à l'Etat national.

Cette habitude de rétention de l'information vis à vis de celui qui n'a pas démontré qu'il était un ami, a été directement ressentie par l'équipe. Il nous a semblé utile, avant de conclure ce rapport, de rappeler quelques aspects de cette stratégie :

- On cache son corps.
- On cache ses femmes.
- On cache ses émotions.
- On cache son opinion.
- On cache ses différends.
- On cache ses stratégies matrimoniales.
- On cache sa vie privée.
- On cache l'état de sa fortune.
- On cache les dons qu'on fait et ceux qu'on reçoit.
- On cache ses réseaux d'alliance.
- On cache son appartenance au FIS (en 1999).
- On cache son origine sociale (quand elle est pénalisée).
- On cache ses récoltes (au fisc).
- On cache ses mauvais résultats pour pouvoir revendre (petits périmètres en faillite).
- On cache ses rendements pour obtenir des crédits supplémentaires (petits et grands en difficulté).
- On cache ses atouts pour que personne ne vous mette des bâtons dans les roues.
- On cache sa réussite de peur du mauvais oeil.

¹³ - Jusqu'à la colonisation les populations du Touat faisaient allégeance au sultan du Maroc.

- On cache les enjeux contemporains des mythes qu'on continue de colporter.
- On cache la logique qui sous-tend les attributions.
- On cache l'usage qu'on fait de la bureaucratie quand on y est bien placé.
- On cache ce qu'on détourne.
- On cache les données aux experts pour qu'on en envoie d'autres.
- Les services de l'Hydrauliques cachent leur documentation aux services de l'Agriculture.
- Le CDARS cache aux agronomes français la présence d'autres agronomes algériens.
- On cache qu'on sait.
- On cache qu'on ignore.
- On cache qu'on cache.

La dynamique sociale repose donc sur un jeu de rôle dans lequel chaque joueur doit dissimuler ses atouts autant que son manque d'atout. Aussi le bluff et la ruse sont-ils ici deux des formes socialisées de la violence qui fondent les rapports économiques, sociaux et politiques. L'obstacle que l'équipe a rencontré lors de sa quête de données n'est donc pas la manifestation d'une hostilité particulière, ni même d'une mauvaise volonté par rapport au projet de développement du secteur agricole, comme les experts ont tendance à le penser. Il participe d'un mode de fonctionnement global de la société sur lequel il serait vain de vouloir plaquer un modèle socio-économique en décalage avec les réalités.

On peut penser que toute tentative de développement qui tendrait à s'opposer à la structure du système social rencontrera des résistances, mais nous n'avons perçu chez nos interlocuteurs, fussent-ils les plus "traditionalistes", aucune opposition à l'idée de développement économique, bien au contraire. En revanche, il est clair qu'un développement dont les profits ne reviendraient pas à la population ne serait pas accepté. Il est clair également qu'un développement qui tendrait à renverser l'ordre social provoquerait l'hostilité de l'aristocratie. On peut penser que les couches les plus défavorisées de la population - qui n'auront rien à gagner dans l'immédiat - se rallieraient à l'aristocratie en cas de conflit. Il ne faut pas sous-estimer en la matière le

prestige des Chorfa et des Mrabtines ⁽¹⁴⁾ que l'appauvrissement des paysans sans eau ni terre, avec lesquels ils ont de multiples liens, desservirait. L'aristocratie religieuse (au sens large) a toujours joué un rôle de garant pour l'ensemble de la région, et l'on ne peut douter qu'elle continuera à se battre pour conserver à la fois ses prérogatives et sa fonction. Dans l'état actuel des choses, s'appuyer sur les notables locaux paraît le seul moyen de mener à bien toute entreprise de grande envergure dans la Wilaya d'Adrar. Ils auront, plus que tout autre, le souci - et les moyens - d'éviter le désordre social et la destruction de leur terroir. Le progrès ainsi réalisé sera peut-être bien relatif, mais il n'aura rien à envier au "progrès" annoncé par les tenants du seul développement de l'agriculture intensive qui nous promettent l'assèchement de toutes les foggaras, la mise au chômage de la plupart des paysans et l'enrichissement excessif des notables les plus en vue. Nous ne voyons pas, dans cette étrange image d'Epinal, de signes permettant d'espérer une plus grande justice sociale, même s'il est envisagé, dans un avenir lointain, la création de nouveaux emplois (combien? quand? pour qui?) en amont et en aval de cette production.

Pour mieux cerner les conséquences objectives des décisions à prendre, les pouvoirs publics comme les populations concernées auraient besoin de savoir très précisément quels risques écologiques un tel développement intensif pourrait comporter, et devraient disposer de données permettant de mesurer à l'avance les retombées économiques directes ou indirectes de l'entreprise. Ainsi serait-il utile que l'équipe OASIS 2000 puisse répondre, grâce à son approche pluridisciplinaire des phénomènes, à un ensemble de questions qui nous ont été explicitement posées à plusieurs reprises sur, par exemple : les rythmes d'abaissement des différentes nappes et leurs effets lointains et locaux; la nature et le coût des moyens à mettre en oeuvre pour lutter contre les effets du climat, accentués dans les grands périmètres; les coûts réels de la technologie utilisée (matériel, compétences, maintenance); les points précis sur lesquels la dépendance avec l'Occident (donc le marché international en devise) serait accentuée; l'évolution prévisible des

¹⁴ - Les Mrabtines sont les grandes familles religieuse (musulmanes) d'origine berbère.

coûts de l'eau, qu'elle soit destinée à l'usage domestique ou agricole; le coût des infrastructures et des aménagements nécessaires (dans les nouvelles mises en valeur comme dans la vieille palmeraie); les effets individuels et collectifs à court terme et à long terme des pratiques bancaires en vigueur; la nature des débouchés réellement offerts par cette reconversion régionale aux populations agricoles et aux autres; la nature et le coût de ces fameux débouchés qui sont envisagés (le sont-ils réellement?) en aval et en amont de la production agricole; le coût de la formation de personnel compétent, etc..

Les agronomes algériens du CDARS auront la tâche difficile de trouver des solutions globales et de convaincre les populations - non pas dans les mots mais dans les faits : par la transparence et le dialogue, par exemple - qu'ils sont pour eux des alliés et non des ennemis. S'ils y parviennent, ils trouveront dans la société locale des appuis bien plus puissants qu'ils ne l'imaginent pour faire avancer les choses. Le premier pas consisterait à accepter la société telle qu'elle est, sans la juger, et à en apprécier la différence, la richesse et les particularités... pas que certains ne sont guère prêts à franchir."

A ce document pour moitié censuré - qui devait servir de pièce à conviction pour évacuer les ethnologues du projet -, les autres membres de l'équipe devaient joindre leurs propres conclusions. Le tout fut remis en bonne et due forme au Ministère des affaires étrangères français, au Ministère algérien de l'Agriculture, au CDARS, à EDER et au laboratoire URBAMA ⁽¹⁵⁾ de Tours qui avait été partie prenante dans l'étude ⁽¹⁶⁾. Il apparaît clairement, à la lecture du document rédigé par le coordinateur d'Oasis 2000, que ni les entretiens sur le terrain, ni les conclusions des autres experts, ni a fortiori les rapports des chercheurs en sciences humaines n'ont pu modifier un point de vue sur le

¹⁵ - Laboratoire de recherche sur l'Urbanisation du Monde Arabe dans lequel j'avais à l'époque le statut de chercheur associé, et où je suis maintenant membre à part entière en tant que chargé de recherches du CNRS.

¹⁶ - A travers la présence du géographe Jean Bisson, enseignant-chercheur du laboratoire URBAMA et du fait des liens entretenus par le coordinateur de projet avec l'Université de Tours où il avait soutenu sa thèse l'année précédente.

projet qu'il avait exprimée bien avant le départ en mission : le "progrès" ne se fait pas sans risque ni sans perte, mais "c'est le progrès". Et dans ses conclusions il note apparemment sans regrets : "Les 25000 ha nouveaux en cours de création vont obligatoirement entraîner un rabattement de la nappe qui provoquera une baisse progressive de débit des foggaras et leur disparition en tant que système hydraulique actif. On admet cette disparition". De ce patrimoine historique et culturel dont il reconnaît l'"importance mondiale" et qu'il voit inéluctablement s'effacer, il propose de sauvegarder quelques lieux témoins : "Il est impératif de choisir des sites précis dans lesquels il sera conservé et mis en valeur, en liaison avec la conservation des techniques traditionnelles et celle du patrimoine génétique, du palmier dattier en particulier, dans le cadres d'activités touristiques et culturelles. Une aide internationale pourrait être demandée". Il propose donc là de créer une sorte "d'éco-musée", déjà pensé, prévu, vestige imaginaire d'une civilisation qui n'est pas encore morte...

Bien qu'il ait introduit son propos disant qu'il ne s'agissait là que d'un "premier essai de réflexion et de synthèse que nous voulons soumettre à la critique de l'équipe des intervenants", le chef de projet, après avoir énuméré toutes les difficultés et tous les risques inhérents à ce type d'agriculture (qui a notoirement échoué non seulement dans la péninsule arabique, mais aussi en Lybie, en Iran et dans d'autres régions arides), parfait son exposé par une série de "recommandations". Ces mises en garde, qui relèvent plus de l'injonction que du conseil, dévoilent de manière saisissante la qualité de visionnaire de l'expert qui, en fonction de la représentation qu'il s'est mentalement construite de ce que "serait" (voire "sera"...) le résultat du développement, se laisse emporter, telle Pérette et son pot au lait, jusqu'à préciser sous la forme d'obligations et d'interdictions, accompagnées de chiffres, tout ce qui "devra" (doit) être fait, où et comment, tout ce qu'il lui semble nécessaire d'édicter ainsi pour que... "ça marche". Cet aspect prescriptif, inévitable dans les rapports d'expertise, et qui tend à dégager l'auteur de toute responsabilité (scientifique, politique, pratique etc.) dans l'éventualité où son ordonnance n'aurait pas été suivie à la lettre, pose une question fondamentale sur les limites de ce type d'intervention : la réalité résultant de l'interaction d'une multitude de

dynamiques (économiques, sociales, politiques, culturelles, psychologiques, géographiques, hydrologiques, historiques, agronomiques etc.), la notion même de "modèle de développement" n'est-elle pas contradictoire? La personne que l'on charge de concevoir un schéma d'aménagement peut-elle échapper à tous ces écueils que nous avons observés du fait même de sa position dans le processus de recherche-action? Peut-on travailler sans convictions? Toute conviction d'expert ne repose-t-elle pas sur un cocktail de savoir acquis et d'histoire personnelle? Si la composition pluridisciplinaire semble un moyen de relativiser les points de vue de chacun, comment résoudre le problème du pouvoir au sein des équipes? Comment intégrer dans les missions une démarche réflexive parallèle à la recherche-action qui ne soit ni paralysante ni génératrice de conflits? Comment obtenir des scientifiques qu'ils relativisent leur crédulité en regard de leur discipline d'origine? Peut-on exiger de chaque "spécialiste" qu'il soit épistémologue en plus d'être compétent dans son champ de recherche et/ou d'action, et en même temps au fait de ses motivations inconscientes? Pour avoir eu le mérite de faire émerger ces questions essentielles, l'histoire du projet de développement des oasis algériennes est bien, en vérité, un "cas d'école".

Bibliographie

Bisson J. "Le Sahara dans le développement des Etats Maghrébins. *Maghreb-Machrek* 1991; 134 : 3-27.

Caratini S. et Dumoulin S. *OASIS 2000 Rapport de Mission. Wilaya d'ADRAR avril 1993. Approche sociologique des sociétés rurales de la wilaya d'Adrar*; Renéoté, 43 p.

Caratini S. "Dialogues sahariens" *L'internationale de l'imaginaire*. Nouvelle série **NErreur ! Signet non défini.** 1 Mai 1994, Paris, Babel, Maison des cultures du Monde; 107-126.

Caratini S "Expérience du terrain, construction du savoir" *L'HOMME* 143 : 179-187

Dubost D. *Ecologie, aménagement et développement agricole des oasis algériennes*. Thèse de l'Université de Tours; 1991 542p.

Dubost D. "Le blé du Sahara peut-il contribuer à l'autosuffisance alimentaire de l'Algérie?" *Bull. Assoc.Géogr.Franç.* 1991; 4 : 310-20

Dubost D. *Projet OASIS 2000, Rapport de mission à Adrar (Algérie) du 25 avril au 27 mars 1993. Schéma d'aménagement agricole de la wilaya d'Adrar (Sous-projet 2);* Renéoté, 12p.

Dubost D. et Moguedet G. "Un patrimoine menacé : les *foggaras* du Touat" *Sécheresse* n**Erreur ! Signet non défini.**2, vol.9, juin 1998.117-122.

Moguedet G. *Projet OASIS 2000. Rapport de mission en Algérie 29 mars- 21 avril 1993. Schéma d'aménagement agricole de la Wilaya d'Adrar. Sous-projet 2. Etude de la ressource en eau.* Renéoté 25p.